MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES NUMÉRIQUES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 1er au 31 octobre 2026

Sommaire

Fait marquant

- Présentation du budget d'automne 2026 avec plus de 700 M£ pour l'IA, des mesures fiscales en faveur des entrepreneurs et un volet cybersécurité renforcé

Economie numérique et régulation

- Le Royaume-Uni et l'Allemagne renforcent leur coopération en annonçant la création d'un « *Industrial Tech Corridor* » et le lancement d'un fonds quantique partagé
- Le gouvernement britannique lance 10 000 stages en entreprise dans le numérique et généralise le programme TechFirst dans les écoles secondaires
- Meta, TikTok et X portent devant la justice britannique leur contestation de l'application de l'*Online Safety Act* par l'Ofcom
- Google fait face à une action collective de 1,2 Md£ au Royaume-Uni pour ses commissions sur le Play Store
- Andy Burnham annonce vouloir supprimer les clauses de non-concurrence dans les contrats de travail

Données et intelligence artificielle

- L'IA pourrait « changer la donne » pour les armes biologiques, avertit le chef du MI5
- Le Royaume-Uni et le Canada renouvellent leur partenariat sur la sécurité de l'IA
- Microsoft se retire d'un projet de centre de données IA de Nscale à Loughton
- Une panne électrique chez Google Cloud à Londres perturbe plusieurs banques britanniques
- L'*Information Commissioner's Office* (ICO) obtient des engagements de dix développeurs d'IA en matière de protection des données
- Barclays supprime 5 000 postes et mise sur l'IA, après HSBC et d'autres banques

Cybersécurité

- Le gouvernement britannique annonce renforcer son action en matière de cybersécurité face aux risques posés par l'IA de frontière

- Un rapport parlementaire chiffre entre 2 et 2,5 Md£ par an le coût des activités hostiles russes pour le Royaume-Uni

Spatial

- Le Royaume-Uni lance une mission nationale de retrait de débris spatiaux, présentée comme une première mondiale

Nouvelles technologies

- Un nouveau fonds de 50 M£ soutiendra les entreprises britanniques de quantique pour répondre à des problématiques du quotidien
- Le Royaume-Uni investit 40 M£ dans huit pôles pour accélérer l'adoption de la robotique

Fait marquant : présentation du budget d'automne 2026 avec plus de 700 M£ pour l'IA, des mesures fiscales en faveur des entrepreneurs et un volet cybersécurité renforcé

Le 28 octobre, John Healey a présenté son premier Budget en tant que chancelier de l'Échiquier du gouvernement Burnham. Le volet IA avait été dévoilé en amont : le Trésor en avait publié les grandes lignes le samedi 24 octobre, sans en indiquer le total. Le Budget comporte finalement plus de 700 M£ de crédits investis dans l'IA. Le gouvernement s'appuie sur une estimation de l'OCDE selon laquelle l'IA pourrait ajouter entre 0,4 et 1,3 point de croissance annuelle de la productivité sur dix ans, tout en présentant le sujet comme indissociable de la sécurité nationale et de la souveraineté.

La sécurité constitue le premier axe du paquet. L'*AI Security Institute* recevra 120 M£ supplémentaires pour ses travaux de test et d'évaluation des modèles. Côté cybersécurité, un centre NERV (*National Exposure and Real-Time Vulnerability*), rattaché au NCSC, est doté de 70 M£ pour identifier les expositions cyber. Une première phase du *National Cyber Shield* mobilise 60 M£, dont un fonds d'appel à projets de 25 M£. Enfin, une *National Agentic Security Unit* (40 M£) sera chargée de détecter et de traiter l'activité d'agents IA malveillants.
Le *Cyber Shield* doit recourir à l'IA agentique, et le Trésor prévoit d'étudier un bac à sable réglementaire pour son déploiement dans les infrastructures critiques, le secteur public et les entreprises. Un centre d'excellence IA-cyber du NCSC sera également créé à Manchester.
S'y ajoute un volet biosécurité de 165 M£, dont 100 M£ pour un nouvel *AI Biosecurity Lab*, appuyé par jusqu'à 200 M£ de crédits de modèles d'OpenAI et d'Anthropic.
Le contexte explique ces annonces conséquentes : selon l'enquête officielle *Cyber Security Breaches Survey* 2025-2026, 43 % des entreprises britanniques ont déclaré une cyberattaque ou une intrusion sur les douze derniers mois, et 69 % des grandes entreprises.

Le deuxième axe vise les capacités souveraines britanniques en matière d'IA. Le *Sovereign AI Fund*, doté initialement de 500 M£, recevra 60 M£ supplémentaires sur 2027-2030 et investira dans un nouveau champ, l'IA physique et industrielle (robotique, systèmes autonomes, fabrication avancée). Le programme de marchés publics R&D du *Sovereign AI Fund*, qui doit apporter des solutions aux enjeux de santé, de sécurité et d'assurance de l'IA, est lui aussi abondé, à hauteur de 80 M£.

Un troisième axe concerne l'adoption de l'IA. Un fonds de 60 M£ doit lever les freins à son déploiement. S'y ajoutent 30 M£ pour lancer des partenariats locaux avec les autorités locales, au

bénéfice notamment des PME, et un *AI Challenge Prize* de 15 M£ qui récompensera des solutions concrètes.
Le gouvernement renforce aussi l'analyse des effets de l'IA sur l'économie : 23 M£ supplémentaires sur trois ans pour l'*AI Economics Institute*, et 10 M£ par an pour mesurer l'impact sur l'emploi. Cet enjeu est au cœur du discours de John Healey, qui revendique une approche « distinctement britannique » ne laissant pas les travailleurs de côté.

Côté infrastructures, le budget introduit un *Data Centre Covenant*. Les centres de données stratégiques ne pourront bénéficier d'un soutien renforcé qu'à condition de s'engager sur des bénéfices locaux, des rapports annuels énergie/eau, la préférence aux fournisseurs britanniques et la résilience face aux menaces cyber et hybrides. **En échange, ils obtiendront un accès prioritaire au réseau électrique, grâce à un *Ministerial Control Centre* chargé d'accélérer les raccordements.** Le gouvernement prévoit aussi 18 M£ pour une académie de conception de puces, pilotée par l'université d'Édimbourg.

Pour les entrepreneurs, le budget prévoit plusieurs dispositifs fiscaux avantageux, et les taux d'imposition des plus-values ne sont pas relevés contrairement aux craintes des dernières semaines. Un nouveau « *Founders' Relief* » ramènera à 10 % le taux d'imposition des plus-values, dans la limite de 10 M£ sur la durée de vie, à compter du 6 avril 2027, pour les entrepreneurs dans l'innovation. En contrepartie, le plafond de plus-values éligibles au Business Asset Disposal Relief (BADR) est abaissé de 1 M£ à 500 000 £. Le régime CSOP (*Company Share Option Plan*), destiné aux entreprises en croissance qui ne relèvent plus de l'EMI (*Enterprise Management Incentives*) ou n'y sont pas éligibles, est rebaptisé « EMI2 ». Son plafond individuel d'options est doublé, de 60 000 à 120 000 £, à partir d'avril 2027, et n'est plus partagé avec celui de l'EMI. Par ailleurs, le plafond de revenus exonérés de la *trading allowance* passe de 1 000 à 3 000 £, et la *British Business Bank* doublera à 200 M£ son soutien aux entreprises dirigées par des femmes. Les taux des dispositifs EIS, SEIS et du crédit d'impôt R&D restent inchangés.

La politique d'attractivité des talents est également renforcée. À partir du printemps 2027, le *High Potential Individual visa* sera ouvert aux diplômés des 150 meilleures universités mondiales (et non plus seulement des 80 meilleures), avec un plafond relevé en conséquence, et le *Graduate visa* repassera à deux ans pour les diplômés d'universités à « haute conformité » et bons résultats d'insertion.

L'écosystème des start-ups a réagi favorablement. Dom Hallas, directeur exécutif de Startup Coalition, rappelle que John Healey avait promis de consacrer son budget aux entrepreneurs « *bloody-minded* » et estime qu'il a tenu parole. Il estime qu'il reste « davantage à faire », mais que c'est « un meilleur jour qu'hier pour construire une entreprise innovante en Grande-Bretagne ». TechUK se félicite également de ces réformes, défendues de longue date par l'organisation.

Economie numérique et régulation

Le Royaume-Uni et l'Allemagne renforcent leur coopération en annonçant la création d'un « *Industrial Tech Corridor* » et le lancement d'un fonds quantique partagé

À l'occasion de la visite du Premier ministre britannique à Berlin le 8 octobre, les deux pays ont annoncé la création d'un nouvel « *Industrial Tech Corridor* ». Cette initiative phare du

traité de Kensington (accord d'amitié bilatéral germano-britannique officiellement ratifié à cette occasion) prolonge leur partenariat stratégique en science et technologie. Elle vise à mettre en relation des scale-ups technologiques avec de grands industriels et des investisseurs des deux pays, afin de favoriser les partenariats, l'investissement et l'adoption de l'IA. Allianz, Bosch, RWE et Siemens soutenaient déjà ce projet, et une vingtaine d'entreprises les rejoignent, dont SAP, Celonis, Quantexa, Nscale, Darktrace, ElevenLabs, Multiverse et PhysicsX.

Parmi les premiers effets annoncés de cette coopération renforcée, MicroAGI (entreprise de robotique basée à Munich) créera 180 emplois à Londres, Proxima Fusion pourrait quadrupler ses effectifs à Culham d'ici 2028, et Quantexa ouvrira une unité « souveraine » en Allemagne.

Les deux pays mobiliseront également une enveloppe commune de 19.5 M€ (17 M£) pour la recherche quantique, de l'informatique quantique aux applications dans les services financiers et les capteurs. Ces fonds supplémentaires permettront de faire passer le nombre de projets de recherche conjoints de 5 à 10.

Enfin, un **partenariat en matière de lutte contre les menaces hybrides** a été acté, dans un objectif partagé de résilience démocratique en protégeant les infrastructures critiques.

Le gouvernement britannique lance 10 000 stages en entreprise dans le numérique et généralise le programme TechFirst dans les écoles secondaires

Le 21 octobre, le gouvernement britannique a annoncé 10 000 nouvelles places d'expérience professionnelle pour les jeunes dans le secteur du numérique et des technologies, dans un contexte où près d'un million de jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Ces places, ouvertes sur trois ans, sont proposées par des employeurs comme Microsoft, Cisco, IBM, Cognizant, AtkinsRéalis, Arm, Kainos et QinetiQ. Elles s'inscrivent dans l'appel du Premier ministre Andy Burnham aux employeurs pour créer 200 000 stages supplémentaires pour les 14-16 ans.

Le ministère en charge de la culture, des médias et du sport (DCMS), qui s'est vu attribuer une partie des prérogatives de l'ancien DSIT, a publié à cette occasion **le « *Digital and Technologies Jobs Plan* », qui fixe un objectif de 20 000 emplois de premier niveau par an dans le secteur technologique.** Selon Skills England, **800 000 postes numériques et technologiques seront à pourvoir d'ici 2035.** Ce plan fait partie des déclinaisons sectorielles de la *Modern Industrial Strategy* (les « Jobs Plans »), qui détaillent les besoins en compétences et en emplois de chaque secteur prioritaire.

Le programme TechFirst est par ailleurs ouvert à l'ensemble des écoles secondaires, avec l'ambition de toucher un million d'élèves d'ici 2028, un an plus tôt que prévu, dont 400 000 issus des établissements les plus défavorisés. Le gouvernement met aussi en avant la réforme de l'enseignement de l'informatique, avec un nouveau GCSE Computing, et cible particulièrement les filles et les jeunes issus de zones défavorisées (lancement d'un concours TechFirst Girls avec IBM).

Meta, TikTok et X portent devant la justice britannique leur contestation de l'application de l'*Online Safety Act* par l'Ofcom

Début octobre, Meta, TikTok et X ont saisi la *High Court* pour contester les pouvoirs de collecte d'informations de l'Ofcom. Meta a ensuite obtenu, le 13 octobre, l'examen d'un second recours sur le calcul des frais et des amendes prévus par *l'Online Safety Act* (OSA). L'entreprise est la plus active de ces plateformes, avec trois procédures engagées cette année,

tandis que Roblox et Quora contestent aussi des décisions du régulateur. Meta affirme viser l'interprétation de la loi par l'Ofcom, et non la loi elle-même.

Meta a également fait appel devant l'*Upper Tribunal* du classement d'Instagram et de WhatsApp en « Category 1 », qui entraîne des obligations renforcées (transparence, publicité frauduleuse, contrôle des utilisateurs). Ces obligations sont suspendues le temps de l'appel, ce qui pourrait retarder leur entrée en vigueur, prévue par l'Ofcom à la mi-2027.

L'Ofcom ne ralentit pas pour autant : elle a ouvert une enquête sur Meta concernant l'évaluation des risques d'« *Instagram Instants* », et prépare l'application de l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans prévue au printemps 2027.

Google fait face à une action collective de 1,2 Md£ au Royaume-Uni pour ses commissions sur le Play Store

Le 6 octobre, le procès de Google s'est ouvert devant le *Competition Appeal Tribunal* (CAT) à Londres, à la suite d'une action collective réclamant 1,2 Md£ de dommages et intérêts pour des commissions jugées excessives sur les achats d'applications Android. Portée par Liz Coll, spécialiste des politiques de protection des consommateurs dans le numérique, au nom d'environ 20 millions de consommateurs britanniques, la plainte couvre les achats effectués entre octobre 2015 et juillet 2026. Elle accuse Google d'avoir limité la concurrence sur son magasin d'applications Google Play Store et d'avoir répercuté sur les utilisateurs les frais imposés aux développeurs, qui pouvaient atteindre 30 %. Les plaignants estiment que ces pratiques ont fait monter le prix des applications payantes, des abonnements et des achats intégrés aux jeux.

Andy Burnham annonce vouloir supprimer les clauses de non-concurrence

Le 8 octobre, le Premier ministre Andy Burnham a annoncé vouloir légiférer pour mettre fin aux clauses de non-concurrence dans les contrats de travail, qu'il considère comme un frein à l'innovation. Ces clauses, qui limitent la possibilité pour un salarié de rejoindre un concurrent ou de créer une entreprise rivale après son départ, sont notamment utilisées dans les secteurs de la technologie et des services financiers. **Selon le gouvernement, leur suppression faciliterait le recrutement par les start-ups et les scale-up, en particulier dans le secteur de l'intelligence artificielle.** Environ 5 millions de salariés britanniques seraient concernés par ces dispositions, dont la durée est généralement de six mois.

Le projet suscite toutefois l'opposition d'acteurs de la City. Les entreprises financières, en particulier les fonds spéculatifs et les fonds d'investissement, considèrent ces clauses comme un outil de protection de leur propriété intellectuelle, de leurs relations avec les clients et de leurs investissements dans le capital humain. Elles craignent qu'un assouplissement ne nuise à la compétitivité internationale de la place financière britannique, sans nécessairement favoriser la mobilité des talents, les employeurs pouvant en contrepartie allonger les périodes de préavis.

Le chancelier de l'Échiquier a confirmé cette annonce dans le budget du 28 octobre : un projet de loi empêchera ces clauses de freiner le recrutement des start-ups et la mobilité des salariés, dans toute l'économie. Une consultation sera lancée prochainement, et le gouvernement précisera sa position début 2027.

Données et intelligence artificielle

L'IA pourrait « changer la donne » pour les armes biologiques, avertit le chef du MI5

Lors du point annuel du MI5 sur les menaces pesant sur le Royaume-Uni, son directeur général, Ken McCallum, a désigné l'IA comme source de préoccupation majeure. Le scénario qui l'inquiète le plus, qui n'est pas « encore une réalité », est le potentiel de l'IA à changer la donne pour les armes biologiques, existantes ou nouvelles. Il a aussi évoqué le risque que l'IA elle-même « prenne le dessus » sur les humains.

Pour suivre ces évolutions, le service a lancé cette année un Centre d'évaluation des menaces liées à l'IA, qui rassemble des experts de plusieurs organismes publics, dont l'*AI Security Institute* (AISI), la *National Crime Agency* et le *National Cyber Security Centre* (NCSC).

L'annonce par le gouvernement de la création de l'*AI Biosecurity Lab* (AIBL), présenté comme la première organisation au monde dédiée à la biosécurité par l'IA, intervient dans le prolongement de l'alerte du MI5. Elle s'inscrit dans une nouvelle *National AI Biosecurity Initiative* de 165 M£, dont 100 M£ reviennent à l'AIBL et 65 M£ au renforcement de la biosurveillance et au développement de contre-mesures médicales contre des pathogènes prioritaires. Le laboratoire aura pour mission d'appliquer l'IA à la détection précoce des menaces biologiques et à l'accélération du développement de vaccins et de traitements. **Il bénéficiera en outre d'engagements d'OpenAI et d'Anthropic pouvant atteindre 200 M£** (crédits de calcul et de modèles, accès de confiance à leurs modèles), **ainsi que de partenariats de recherche avec Google DeepMind et Basecamp Research**, entreprise britannique spécialisée dans l'IA pour les sciences du vivant.

Le Royaume-Uni et le Canada renouvellent leur partenariat sur la sécurité de l'IA

Le 13 octobre, le Royaume-Uni et le Canada ont annoncé le renouvellement de leur partenariat sur la sécurité de l'IA. Cet accord prolonge le « *UK-Canada Science of AI Safety Partnership* » de mai 2024 et le « *UK-Canada Growth and Innovation partnership* » signé en 2025.

Il associe les atouts du Canada en recherche sur l'IA à l'expertise britannique en matière de tests et d'évaluation des modèles, et **réaffirme la coopération entre le *Canadian AI Safety Institute* et l'*AI Security Institute* (AISI) britannique**.

Trois priorités sont retenues :

i. Les deux pays coopéreront d'abord sur des normes de sécurité de l'IA interopérables, afin de favoriser leur reconnaissance et leur adoption, et identifieront des domaines de coopération pour des standards internationaux communs.
ii. Ils renforceront ensuite le partage d'informations, notamment par les canaux *Five Eyes* pour les sujets sensibles, ainsi que celui des bonnes pratiques en matière de résilience.
iii. Enfin, la coopération technique sera élargie, avec des échanges réguliers sur les capacités des modèles de pointe, les risques émergents et les méthodes d'évaluation, et l'exploration d'échanges de personnel et d'évaluations coordonnées.

Cette annonce s'inscrit dans une série d'initiatives récentes des deux pays, après l'engagement du Premier ministre Andy Burnham de placer l'IA au cœur de la présidence britannique du G20 en 2027, et la signature par Mark Carney de l'appel pour le contrôle des modèles d'IA de pointe (« *Call for Control of Frontier AI Models* »), lancé à l'Assemblée générale des Nations unies le 21 septembre.

Microsoft se retire d'un projet de centre de données IA de Nscale à Loughton

Le 19 octobre, Microsoft a confirmé se désengager d'un accord avec la start-up britannique Nscale pour un centre de données dédié à l'IA à Loughton, au nord-est de Londres. L'accord, conclu l'an dernier, prévoyait la location de capacités de calcul à ce fournisseur d'infrastructures soutenu par Nvidia. Il avait été annoncé lors de la visite d'État de Donald Trump, parmi une série d'investissements américains dans la tech britannique. Keir Starmer avait qualifié le site de « plus grand centre de données d'IA souverain du pays ».

Selon la presse britannique, le gestionnaire de réseau UK Power Networks a indiqué à Nscale que le site n'aurait pas accès à l'électricité avant les années 2030. UK Power Networks souligne que de nombreux centres de données attendent des travaux sur le réseau national de transport, qui ne lui appartient pas. Ces difficultés, avec le coût élevé de l'électricité, freinent plusieurs projets. L'annonce dans le cadre du budget 2026 d'un **nouveau *Data Centre Covenant*** visant à accélérer le développement des centres de données stratégiques, permettra de répondre à cette problématique.

Microsoft précise que la décision ne concerne qu'un seul site et qu'il reste engagé dans son partenariat avec Nscale.

L'annonce survient alors que Nscale prépare une introduction en Bourse à New York, avec une valorisation pouvant atteindre 35 Md$ selon plusieurs médias. Son dossier d'introduction souligne qu'une part substantielle de ses revenus contractuels provient d'un nombre limité de clients, Microsoft et Anthropic.

Plus tôt cette année, OpenAI s'était déjà retiré du projet « Stargate UK » avec Nscale et Nvidia, en invoquant selon la presse britannique le coût de l'énergie et l'incertitude réglementaire.

Une panne électrique chez Google Cloud à Londres perturbe plusieurs banques britanniques

Le 20 octobre, un incident électrique sur l'infrastructure de Google dans la région de Londres a affecté plusieurs services de Google Cloud, avec un taux d'erreurs élevé et des pannes de réseau intermittentes.

Plusieurs acteurs financiers britanniques ont été perturbés. Revolut a signalé des difficultés sur les retraits aux distributeurs, les virements et les rechargements de cartes. Lloyds a fait état de problèmes d'accès à son application et à sa banque en ligne, tandis que HSBC a aussi recensé des difficultés d'accès à ses services. Downdetector, site qui suit les problèmes de réseau au Royaume-Uni, a enregistré des centaines de signalements, y compris pour Rightmove et Royal Mail.

L'incident a ravivé les inquiétudes sur la dépendance à un nombre limité de fournisseurs de cloud. Alan Woodward, professeur de cybersécurité à l'université de Surrey, a indiqué dans la presse que seuls trois « hyperscalers » (Google Cloud, Microsoft Azure et AWS) pouvaient absorber les volumes de données des entreprises britanniques. Leurs centres de données restent cependant vulnérables à des défaillances locales aux effets domino, un problème qui s'accentue avec l'essor de l'IA. L'an dernier, des pannes chez Microsoft et Amazon avaient déjà perturbé des services de jeux vidéo, de commerce et de transport.

L'*Information Commissioner's Office* (ICO) obtient des engagements de dix développeurs d'IA en matière de protection des données

Le 8 octobre, l'*Information Commissioner's Office* (ICO), le régulateur britannique chargé de la protection des données personnelles, a indiqué que dix grands développeurs d'IA avaient accepté de renforcer leurs pratiques pour mieux respecter les règles de protection des données, certains ayant déjà mis en place des changements et d'autres s'étant engagés à le faire.

Les entreprises concernées sont Amazon, Anthropic, Apple, Cohere, DeepSeek, Google, Meta, Microsoft, OpenAI et Stability AI. Les mesures portent notamment sur une meilleure transparence concernant l'utilisation des données personnelles pour l'entraînement des modèles, le renforcement des mécanismes permettant aux personnes d'exercer leurs droits et une évaluation plus rigoureuse des garanties de protection. Le régulateur souligne néanmoins que les pratiques actuelles d'entraînement des modèles soulèvent encore des difficultés techniques au regard du droit britannique sur les données personnelles.

L'ICO a également ouvert une consultation sur les risques liés aux agents d'IA autonomes, capables d'effectuer des tâches et d'interagir avec des sites internet ou des systèmes externes avec une supervision humaine limitée. Cette initiative fait suite à des signalements selon lesquels certains agents auraient contourné leurs dispositifs de sécurité et accédé à des systèmes externes sans autorisation. Le régulateur a engagé des échanges avec OpenAI, Anthropic, Meta et l'*AI Security Institute* à ce sujet. La consultation, ouverte jusqu'au 20 novembre 2026, doit contribuer à l'élaboration de futures recommandations réglementaires sur l'IA et la prise de décision automatisée.

xAI, développeur de Grok, est exclu de ce dispositif de supervision : l'ICO a suspendu ses échanges avec l'entreprise après l'ouverture d'une enquête formelle sur le système Grok, qui demeure en cours.

Barclays supprime 5 000 postes et mise sur l'IA, après HSBC et d'autres banques

La banque britannique Barclays a annoncé le 22 octobre, à l'occasion de ses résultats du troisième trimestre, la suppression d'environ 5 000 postes, soit près de 5 % de ses effectifs mondiaux. Selon la presse, 1 000 postes ont déjà été supprimés et 4 000 autres doivent l'être d'ici la fin de l'année. Les réductions visent principalement la banque de détail britannique, et environ 60 % des postes concernés relèvent des fonctions support, y compris des développeurs. Le groupe en attend 1,1 Md£ d'économies supplémentaires en 2027.

Barclays inscrit ces suppressions dans un plan de modernisation de trois ans. Son directeur général présente l'IA comme « la cerise sur le gâteau » après l'investissement dans les infrastructures, tout en annonçant son déploiement « à grande échelle ». Tous les postes supprimés ne sont donc pas imputables à l'IA, mais l'ampleur du plan nourrit le débat sur son effet sur l'emploi bancaire.

Cette annonce fait suite à celle de HSBC, révélée par le Financial Times, qui prévoit des coupes « profondes, larges et brutales » dans sa gestion de fortune britannique : environ la moitié des cadres et près de 70 % des conseillers financiers devraient quitter la banque dans les prochains mois. Standard Chartered et Danske Bank ont également fait état cette année de réductions liées à l'IA.

Cybersécurité

Le gouvernement britannique annonce renforcer son action en matière de cybersécurité face aux risques posés par l'IA de frontière

Le 12 octobre, le gouvernement britannique a annoncé un ensemble de mesures pour mieux protéger le pays contre les risques liés à l'IA. Le ministre de l'IA, Kanishka Narayan, les a présentées lors d'un discours à Base One, le nouvel incubateur d'Imperial College London. Il a fixé l'objectif de faire du Royaume-Uni « l'un des pays les plus difficiles à attaquer » avec l'IA, en plaidant pour une approche de résilience impliquant l'ensemble de la société.

Le gouvernement a annoncé étendre l'utilisation de l'IA de pointe pour renforcer la cyberdéfense des administrations. Deux pilotes ont déjà permis d'identifier et de corriger plus de 1 000 vulnérabilités dans les systèmes publics et de détecter des menaces potentielles. Le programme doit réduire les risques à court terme et favoriser une adoption plus large dans le secteur public.

Sur le plan juridique, le gouvernement va examiner un renforcement de la *Cyber Security and Resilience Bill* actuellement discutée au Parlement, afin de mieux protéger les services essentiels (hôpitaux, services publics d'énergie et d'eau) contre les risques émergents. Cela inclut le risque de perte de contrôle (systèmes autonomes échappant à la supervision humaine), ainsi que l'identification et le signalement des incidents graves et des « quasi-incidents » d'IA.

Le *National Cyber Security Centre* (NCSC) et l'*AI Security Institute* (AISI) travaillent par ailleurs à la réponse à des incidents impliquant des agents d'IA, qui pourraient se propager plus vite et plus largement que les crises que les États sont conçus pour gérer.

Le Ministre Narayan a enfin confirmé que les scientifiques de l'AISI avaient à nouveau accès aux dernières générations de modèles, après des échanges avec les laboratoires d'IA et le gouvernement américains. La presse avait en effet rapporté en septembre que l'institut avait été écarté des tests de Mythos 5.1.

Ces mesures s'inscrivent dans les travaux de la **Task force IA** du Premier ministre, qui doit se concentrer sur la sécurité nationale, la croissance, les services publics et l'emploi, et dans la présidence britannique du G20 l'an prochain, qui placera l'IA au cœur de son agenda.

Un rapport parlementaire chiffre entre 2 et 2,5 Md£ par an le coût des activités hostiles russes pour le Royaume-Uni

Le 7 octobre, le député travailliste Graeme Downie, vice-président du groupe parlementaire transpartisan sur le réarmement, a publié le rapport « *The Putin Tax* », qui estime à au moins 2 à 2,5 Md£ par an l'impact économique de la guerre hybride russe contre le Royaume-Uni. Ce total additionne les coûts de perturbation, de remise en état et d'investissement dans la résilience. Il inclut 400 à 500 M£ de pertes annuelles moyennes liées aux principaux incidents attribués depuis 2022 (Jaguar Land Rover, Royal Mail, fournisseurs du NHS), 1,47 Md£ de pertes dues à des cyberattaques liées à la Russie, et 250 à 500 M£ pour les dommages aux câbles sous-marins et aux infrastructures associées.

Le député juge le chiffre réel « bien plus élevé », car le Royaume-Uni ne dispose pas de cadre cohérent pour mesurer l'impact économique des activités hostiles d'États, et de nombreux incidents n'ont jamais été chiffrés.

Spatial

Le Royaume-Uni lance une mission nationale de retrait de débris spatiaux, présentée comme une première mondiale

Le 15 octobre, le gouvernement britannique a annoncé l'« *Active Debris Removal* » (UK ADR), une mission nationale visant à retirer deux satellites hors d'usage de l'orbite à l'aide de bras robotisés. Les satellites seront ensuite placés sur une orbite plus basse pour se consumer naturellement dans l'atmosphère. C'est la première fois qu'un engin spatial éliminerait plusieurs satellites de cette manière. **Le projet bénéficie de plus de 60 M£ de financement public, pour un retrait prévu d'ici 2032.**

L'engin, conçu pour être ravitaillé et réutilisé afin de poursuivre le nettoyage de l'espace, sera **lancé en 2029 depuis le spatioport de Saxavord, en Écosse**, qui a récemment reçu 30 M£ pour garantir la capacité de lancement souveraine du pays. **La *UK Space Agency* s'appuie sur ClearSpace UK, filiale britannique de ClearSpace, comme partenaire industriel.** C'est la première fois qu'une entreprise se voit confier une capacité nationale d'une telle ampleur. Le gouvernement justifie la mission par la menace que font peser des centaines de milliers d'objets suivis, circulant à plus de 17 000 miles par heure, sur les milliers de satellites actifs qui soutiennent la sécurité nationale, le GPS, la météo et les télécommunications.

Nouvelles technologies

Un nouveau fonds de 50 M£ soutiendra les entreprises britanniques de quantique pour répondre à des problématiques du quotidien

Le 13 octobre, le gouvernement britannique et *UK Research and Innovation* (UKRI) ont annoncé 50 M£ de financement pour des entreprises développant des technologies quantiques, dans le cadre du concours « *Sensing and Positioning, Navigation and Timing* ». L'objectif est de les aider à transformer des innovations déjà testées en produits utilisables, dans les transports, la santé et la sécurité nationale. Cette enveloppe s'inscrit dans l'ambition de faire du pays un leader du capteur quantique d'ici 2030, soutenue par un investissement pouvant atteindre 2 Md£ annoncé plus tôt cette année.

Parmi les projets retenus figurent :

i. **MoniRail (West Midlands) :** un système de surveillance quantique localisant avec précision les défauts de voie et de signalisation, y compris là où le GPS ne passe pas.
ii. **Siloton (Bristol) :** un scanner oculaire portable pour rendre les diagnostics avancés accessibles hors des hôpitaux spécialisés et réduire les listes d'attente du NHS.
iii. **ColdQuanta UK (Oxfordshire) :** un système radio quantique compact et mobile, destiné au domaine militaire, aux infrastructures critiques comme les aéroports et à la localisation de signaux de détresse.
iv. **Quantum Fabrix (horloge de satellite), QLM Technology (caméra de mesure des gaz à effet de serre) et Cerca Magnetics (scanner cérébral portable, notamment pour l'épilepsie).**

L'agence de financement UKRI investit par ailleurs 20 M£ dans des entreprises britanniques pour développer des capacités nationales en matière de réseaux de communication quantique, via le concours « *Enabling Commercial Quantum Networking* ». L'enveloppe doit notamment soutenir des fabricants de composants spécialisés, comme les lasers et les puces photoniques, afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement du pays. **S'y ajoutent 8 M£ pour étendre le programme d'apprentissage QuEST d'UKRI, qui doit former des techniciens spécialisés dans le quantique : l'objectif est de 150 apprentis en ingénierie d'ici 2030.**

Le Royaume-Uni investit 40 M£ dans huit pôles pour accélérer l'adoption de la robotique

Le 9 octobre, le gouvernement britannique a annoncé un financement de 40 M£ pour déployer huit *Robotics Adoption Hubs* à travers le pays, afin d'accélérer l'adoption des technologies robotiques et autonomes par les entreprises et les services publics. Ces pôles fourniront des conseils spécialisés, des démonstrations en conditions réelles et un accompagnement pour identifier les technologies adaptées aux besoins des utilisateurs. Les applications ciblées couvrent notamment la chirurgie assistée par robot, la récolte automatisée des fruits, l'industrie manufacturière, la logistique et le recyclage.

Le gouvernement estime que les systèmes robotiques et autonomes pourraient contribuer à hauteur de 150 Md£ à l'économie britannique d'ici 2035, contre 6,4 Md£ au niveau actuel d'adoption. Les huit pôles s'appuieront sur des partenariats entre universités, instituts de recherche, collectivités et entreprises. Le programme prévoit également 2,5 M£ pour financer douze projets de formation destinés à développer les compétences nécessaires à l'intégration et à la maintenance des robots. Ces investissements s'inscrivent dans la stratégie britannique visant à accroître la productivité, soutenir la réindustrialisation et renforcer la croissance économique grâce aux technologies de pointe.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jeanne de Kesling (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr